

NUMERO #8 | APRIL 2017

# TRADECOM II News

BULLETIN D'INFORMATION DU PROGRAMME TRADECOM II

PAGE 2



## TRADECOM II: LE POINT SUR LE PROGRAMME

SOUS-COMITÉ ACP DU COMMERCE ET DES BIENS DE CONSOMMATION

PAGE 3

### CARIFORUM-UE EPA

MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU PROGRAMME

### EAST AFRICAN COMMUNITY (EAC)

PHASE INITIALE DU PROGRAMME

PAGE 5

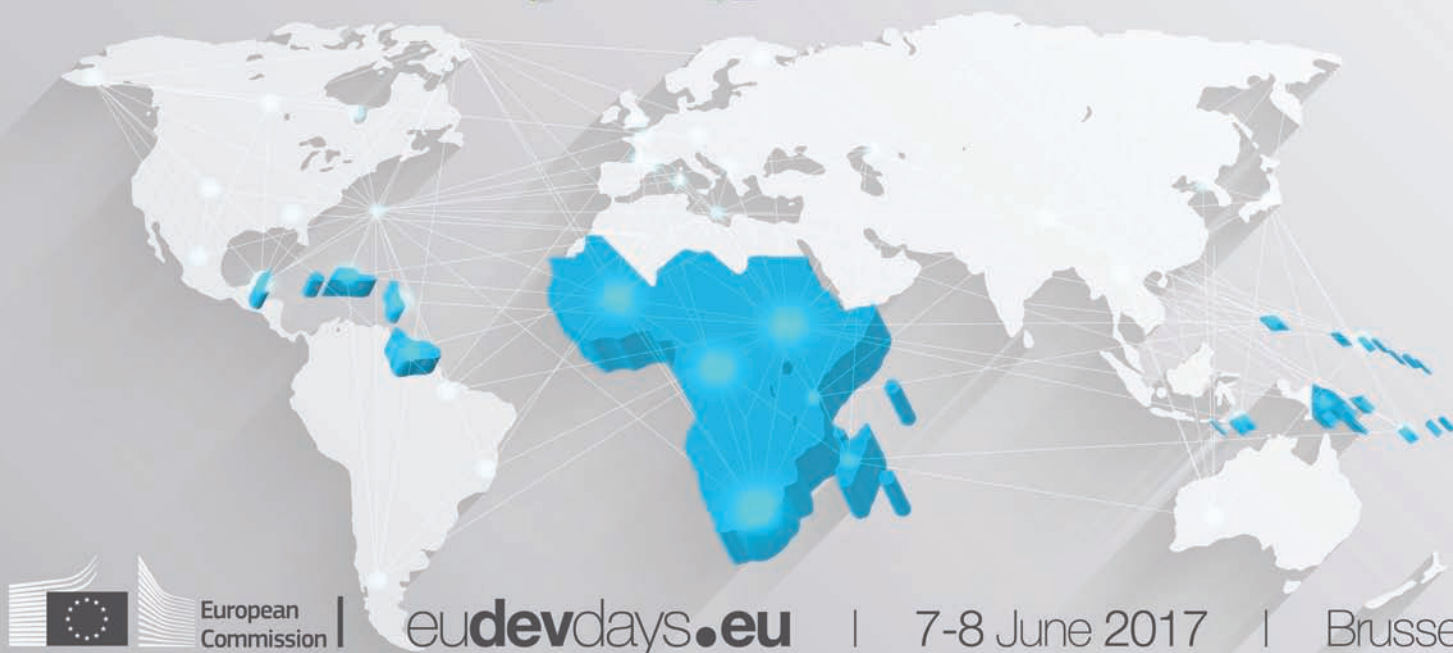
### LES ELEMENTS MARQUANTS DU PROJET

**SENEGAL** - RENFORCEMENT DES CAPACITÉS COMMERCIALES DU SÉNÉGAL

**ZAMBIA** - SOUTIEN CIBLÉ AU MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

## BOOSTING INVESTMENTS FOR ACP INCLUSIVE TRADE AND DEVELOPMENT

*Harnessing investment opportunities to empower ACP's as the World's Next Emerging Economy*



eudevdays.eu

7-8 June 2017

Brussels

# TCII: LE POINT SUR LE PROGRAMME

## SOUS-COMITÉ ACP DU COMMERCE ET DES BIENS DE CONSOMMATION



Au cours de la réunion du Sous-comité ACP du commerce et des biens de consommation qui s'est tenue à la Maison ACP le 7 avril 2017 à Bruxelles, le Programme TradeCom II a été invité pour faire le point sur l'état de mise en œuvre du Programme ainsi que sur les activités réalisées sur le terrain.

M. Ndyeshobola, Chef d'équipe du Programme TradeCom II, a présenté un exposé sur l'état d'exécution du Programme qui montre le grand nombre de demandes de projet (220) traitées et regroupées en programmes plus vastes exécutables (85), à l'exception de ceux qui n'ont pas respecté les critères d'acceptation. Un certain nombre de ces programmes (23)

sont mis en œuvre dans le cadre du Devis-Programme 1 qui nécessite la totalité de cette enveloppe. Le but est d'exécuter les programmes restants et le Devis-Programme 2. M. Ndyeshobola a également donné un aperçu de l'état de la Composante Subventions.

Au cours de la réunion, les différents délégués ont été très positifs dans leurs remarques sur les activités du Programme et sur le travail effectué par l'Unité de gestion de programme (UGP), l'engagement de l'entrepreneur de l'assistance technique et le soutien confirmé de la CE à la mise en œuvre du Programme.



# LES ELEMENTS MARQUANTS DU PROJET

## CARIFORUM-UE EPA

### MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU PROGRAMME

Durant le mois d'avril, le TAT a mis en œuvre le programme d'activités suivant :

**Législation visant à assurer l'accès réciproque au marché pour les services.** À la suite des consultations tenues en mars avec les États, les cinq projets de loi types ont été mis à jour et envoyés au Bénéficiaire pour diffusion aux États en vue de mener des consultations nationales. Chacun d'eux a été accompagné d'un exposé des motifs et d'un guide de promulgation. L'atelier de validation des projets de loi a été renvoyé à la semaine du 5 juin 2017. Le Bénéficiaire s'étant inquiété de l'indisponibilité des principaux responsables du commerce pour les dates initialement prévues (8-10 mai), il a été donc jugé nécessaire de modifier le calendrier.

**Accord de reconnaissance mutuelle (ARM) intra-CARIFORUM pour les architectes.** Une consultation régionale sur un accord de reconnaissance internationale des architectes s'est tenue par vidéoconférence le 4 avril 2017. Le Chef d'équipe a participé à partir de Guyana dans le cadre de ses activités pendant la Mission II. Les États ont conclu que la priorité est la rédaction, par le consultant, d'un ARM intra-CARICOM.

Les mêmes activités doivent être réalisées à l'égard d'un ARM intra-CARICOM pour les architectes, à titre d'étape intermédiaire vers l'adoption de l'ARM DR-CARICOM. Le Chef d'équipe a tenu une consultation de suivi avec le CAMRAC le 21 avril 2017. L'atelier de validation de l'ARM a été renvoyé à la semaine du 5 juin 2017.

**Transposition de la liste tarifaire des APE pour assurer l'accès réciproque au marché pour les marchandises.** Les travaux se poursuivent par la mise à jour de la liste tarifaire des APE, qui passe de SH 2002 à SH 2017. Le Consultant a participé à la réunion régionale sur la transposition du système harmonisé de description et de codification des produits dans les APE. Le Chef d'équipe a présenté un exposé sur les questions à traiter lors de l'exercice de transposition et sur

les approches planifiées. Pour soutenir le travail du Groupe de travail technique (TWG) sur cette question, le consultant a également élaboré un calendrier des activités prévues. Une réunion régionale sur la transposition du système harmonisé de description et de codification des produits dans les APE s'est tenue par vidéoconférence le 3 avril 2017.

**Validation des données pour le mécanisme de transparence de l'OMC.** Le Secrétariat de l'OMC a, sous sa propre responsabilité, préparé un projet de « Présentation factuelle sur l'accord de partenariat économique entre les États du CARIFORUM et l'Union européenne ». Avant de le transmettre aux membres de l'OMC, le Secrétariat a demandé aux États du CARIFORUM de répondre à un certain nombre de questions soulevées tout au long du document, tout en réitérant également sa demande de données commerciales nécessaires pour compléter les tableaux essentiels au document. Une réponse est attendue au plus tard le 12 mai.

Pour résoudre ce problème urgent, l'Unité de mise en œuvre des APE a décidé, avec le soutien de l'équipe d'assistance technique, de tenir une vidéoconférence avec les États du 16 au 17 mai pour valider les données commerciales et aborder les questions soulevées dans le Projet de présentation factuelle de l'OMC.

**Préparation de documents pour sensibiliser le public :** En consultation avec le Bénéficiaire au cours de la Mission II, le Chef d'équipe a élaboré un projet de plan de travail pour cette composante du projet. En attendant l'approbation du plan de travail, une première contribution a été rédigée.

**Conception du système de surveillance des APE / Examen de la feuille de route de mise en œuvre des APE :** L'expert non-clé nouvellement recruté a été renseigné par le chef d'équipe, a tenu des consultations avec le Bénéficiaire et a rédigé une note méthodologique pour corriger les lacunes observées dans ces activités, comme le prévoyait le Rapport initial

## EAST AFRICAN COMMUNITY (EAC)

### PHASE INITIALE DU PROGRAMME

Le mois d'avril a été consacré à la phase initiale et à la préparation de la mise en œuvre du programme. Certaines activités prévues dans les Termes de référence ont dû être réajustées pour cadrer avec les changements du contexte du programme et les besoins des principaux bénéficiaires. Le Rapport initial (RI), document clé définissant l'exécution du programme, a été soumis le 11 avril 2017 et présenté à la haute direction du Secrétariat de l'EAC le 18 avril 2017.

Dans l'ensemble, le programme est sur la bonne voie et nous ne prévoyons aucun réajustement important en ce qui concerne son calendrier d'application. Les principales activités menées par l'équipe en avril comprenaient des consultations avec le

personnel technique clé de l'EAC, les associations du secteur privé et un certain nombre d'entités liées au commerce en Ouganda, à savoir le ministère de l'Industrie commerciale et des Coopératives (MITC), l'Office ougandais des exportations (UEB), le ministère des Affaires communautaires de l'Afrique de l'Est (MEAC), la recherche et les tâches administratives, ainsi que les travaux préparatoires pour tous les groupes d'activités proposés, tels que la préparation des modèles de rapport, les projets de questionnaires, la planification des activités, etc. Le mois de mai sera crucial dans l'avancement de l'exécution du programme et le lancement des actions clés

## ZOOM SUR LES ACTIVITES DE L'UGP

### ETAT D'AVANCEMENT DE LA COMPOSANTE "ASSISTANCE TECHNIQUE"

**266**  
TOTAL DES DEMANDES DE PROJET

**232**  
PROJECTS ADMIS

REGROUPES EN:

**85**  
PROGRAMMES

**81**  
PROJECTS  
SOUS-EXECUTION

**6**  
PROJECTS  
RETIRES /  
REFORMULES

**28**  
PROJECTS  
REJETES

**2**  
PROJECTS RETIRES

**140+**  
PROJECTS  
A METTRE EN ŒUVRE  
DANS LE DP2 (MAY 2018)

REGROUPÉES EN:  
**23**  
PROGRAMMES

**2**  
PROGRAMMES

REGROUPÉES EN:  
**60+**  
PROGRAMMES

### REPARTITION DES PROGRAMMES PAR OBJECTIF DU "PROGRAMME D'ASSISTANCE TECHNIQUE"

CAPACITÉS DES INSTITUTIONS  
COMMERCIALES NATIONALES ET  
REGIONALES RENFORCÉES



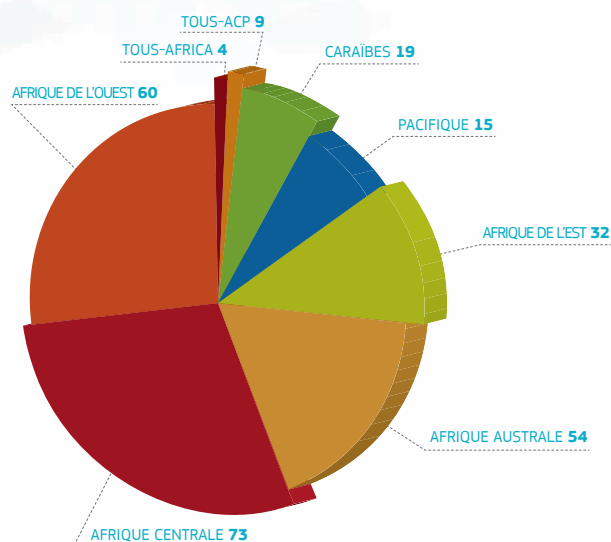
CAPACITÉS EN NEGOCIATION COMMERCIALE  
DES BÉNÉFICIAIRES ACP RENFORCÉES  
ET MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS



FACILITATION DES ECHANGES  
COMMERCIAUX ET LA COMPETITIVITE DU  
SECTEUR PRIVE AMÉLIORÉES



### REPARTITION REGIONALE DES REQUETES



### REPARTITION REGIONALE DES PROJETS



## ZAMBIE

### SOUTIEN CIBLÉ AU MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DE ZAMBIE POUR UN RENFORCEMENT LÉGISLATIF ET INSTITUTIONNEL

Ce programme a été conçu par TradeCom II en collaboration avec le ministère du Commerce et de l'Industrie (MCTI) de Zambie.

Les programmes du gouvernement de Zambie sont mis en œuvre à travers des plans quinquennaux de développement national qui sont guidés par la vision de devenir un «pays prospère à revenu intermédiaire à l'horizon 2030». Conformément au plan de développement national actuel, la Zambie applique une politique commerciale et industrielle visant à améliorer la productivité et la compétitivité des produits zambiens sur les marchés nationaux et internationaux.

Au niveau régional, la Zambie pratique un régime commercial libéral ayant aboli, sur une base réciproque, la quasi-totalité des droits de douane dans le cadre des zones de libre-échange (ZLE) de la SADC et du COMESA. La Zambie a continué à mener des initiatives visant à réduire les barrières commerciales, y compris en participant au mécanisme tripartite de surveillance en ligne des barrières non tarifaires. De plus, le pays met en œuvre activement des mesures visant à simplifier les procédures pour les commerçants transfrontaliers, par le biais du régime commercial simplifié de COMESA et de la Charte commerciale transfrontalière de la Banque mondiale.

En outre, la Zambie participe à des négociations au sein de la zone de libre-échange tripartite (TFTA) et de la zone de libre-échange continentale (CFTA) dans le cadre des efforts nationaux visant à élargir les marchés et à accroître les avantages d'une plus grande intégration régionale.

## SENEGAL

### RENFORCEMENT DES CAPACITÉS COMMERCIALES DU SÉNÉGAL

Conçu par le Programme TradeCom II en collaboration avec la République du Sénégal, le programme regroupe quatre (04) projets individuels.

La politique commerciale du Sénégal est tributaire des différents accords et traités internationaux dont le Sénégal est signataire. Membre de l'OMC, le Sénégal a très fortement libéralisé son régime commercial mais rencontre toujours des difficultés dans la mise en œuvre de certains Accords (SPS, OTC) et ne tire pas profit des facilités offertes par les préférences commerciales.

Le Sénégal est membre de l'Union africaine, de la CEDEAO, et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine et bénéficie de concessions commerciales de type SGP de la part du Canada, du Japon, de la Nouvelle Zélande, de la Norvège, de la Suisse, des Etats-Unis et de 7 pays d'Europe de l'est, de la Corée du Sud, de l'Inde, de la Chine et du Maroc.

Malheureusement, le Sénégal ne tire pas assez profit de ces opportunités à cause des contraintes liées à :

- 🌐 Une faible mise en œuvre de ces préférences dues à une insuffisante maîtrise et un suivi inefficace par les sectoriels concernés, le commerce extérieur en particulier mais également, une absence de synergie entre les différentes structures d'appui des PME, une faible communication entre ces structures d'appui et la direction du commerce extérieur.
- 🌐 Une offre de biens et services exportables faible et peu

Les performances commerciales de la Zambie au cours des dernières années ont connu une amélioration en termes d'exportations et de flux d'investissement, et les interventions politiques portent essentiellement sur : la promotion des exportations, la promotion des investissements et la facilitation du commerce, ainsi que la diversification, l'amélioration du commerce intérieur et de la concurrence et l'amélioration de l'accès au marché pour les produits et services zambiens.

À cette fin, les domaines d'intervention envisagés dans le cadre de ce programme contribuent à :

- 🌐 Renforcer l'environnement juridique et réglementaire en matière de recours commerciaux ;
- 🌐 Améliorer la capacité des institutions lors des négociations commerciales et les mises en œuvre à travers la conception et l'exécution d'un programme de renforcement des capacités sur mesure destiné aux principales parties prenantes nationales et à éclairer la position sur la mise en œuvre de l'OMC et de l'i-EPA ainsi que des négociations commerciales régionales développées et partagées avec les autorités nationales ;
- 🌐 Élaborer un document de stratégie pour aider la Zambie à diversifier le secteur minier par la création de nouveaux domaines (or et pierres précieuses)

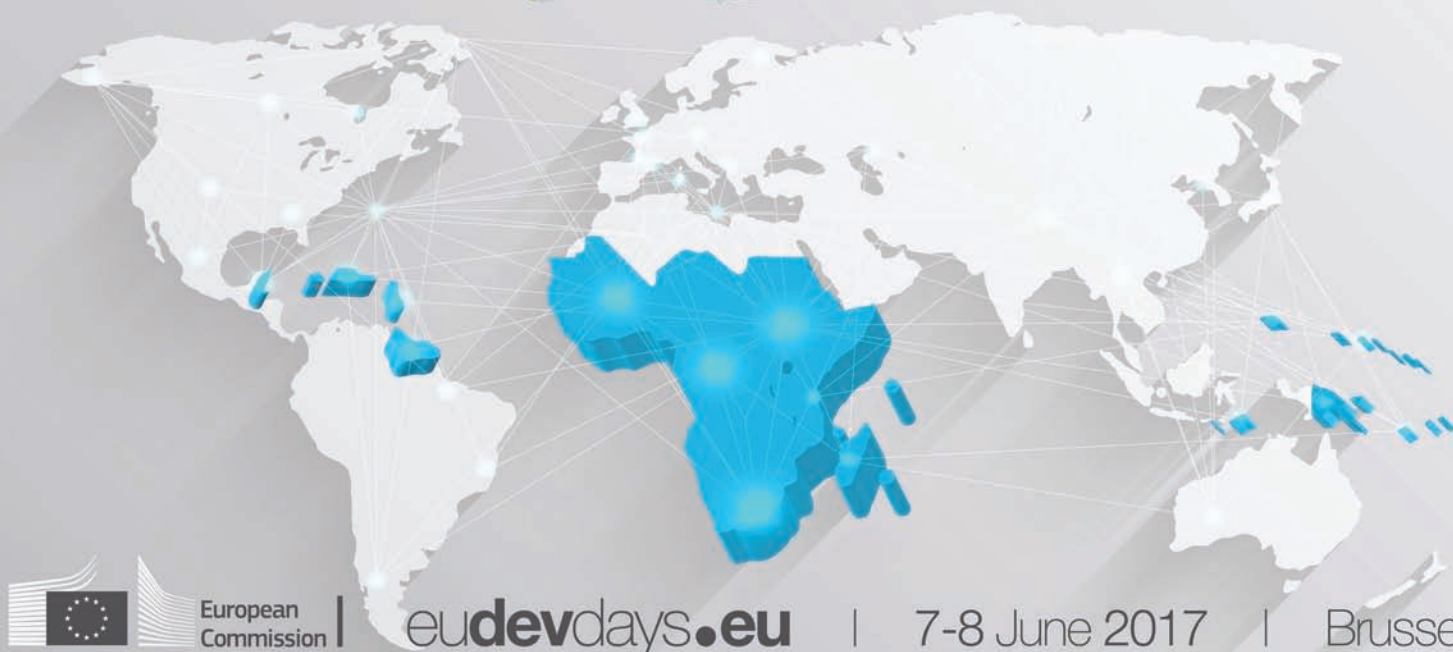
diversifiée: faible capacité d'offre des acteurs, insuffisance des infrastructures liées à l'offre, notamment les pistes de production, les infrastructures de stockage, de conditionnement, de transformation des produits locaux etc.

- 🌐 Un faible accès aux marchés extérieurs : insuffisance des infrastructures et outils d'accès aux marchés, de la logistique liée à l'offre exportable, et à la promotion commerciale sur les marchés cibles, faible capacité des acteurs liée à l'accès aux marchés extérieurs, non maîtrise de l'information commerciale, faible professionnalisation des acteurs, organisation insuffisante des entreprises exportatrices et des structures d'appui.

Le présent projet s'appuie sur quatre composantes thématiques: la facilitation des échanges (1), les subventions aux pêcheries (2), les instruments de défense commerciale (3) et le commerce des services (4).

La mise en œuvre intégrale du présent Projet suppose l'organisation des différentes activités qui contribuent à fournir :

- 🌐 Un renforcement des capacités du Sous-Comité sur la facilitation des échanges (SCFE) pour la prise en charge de la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges au Sénégal;
- 🌐 Une analyse des subventions aux pêcheries et Ajustement du Sénégal aux règles et politiques à l'OMC;
- 🌐 L'optimisation de l'utilisation des Instruments de défense commerciale par le Sénégal

**BOOSTING INVESTMENTS FOR ACP INCLUSIVE TRADE AND DEVELOPMENT***Harnessing investment opportunities to empower ACP's as the World's Next Emerging Economy*European  
Commission

eudevdays.eu

7-8 June 2017

Brussels

## Lexique

- ADPIC** Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle
- AMNA** Accès aux marchés pour les produits non agricoles
- APE** Accord de partenariat économique
- ACR** Accord commercial régional
- ACP** Afrique, Caraïbes et Pacifique
- BNT** Barrières non tarifaires
- BTC** Barrières techniques au commerce
- CARICOM** Communauté caribéenne
- CARIFORUM** Forum Caribéen des Etats de l'Afrique, Caraïbes et du Pacifique
- CCI** Centre du commerce international
- CEA/ONU** Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
- CPC** Cadre de politique commerciale
- CPCN** Cadre de la politique commerciale nationale
- CTA** Centre technique de coopération agricole et rurale
- CEDEAO** Communauté économique des États d'Afrique occidentale
- CNUCED** Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
- DAU** Document Administratif Unique
- DG DEVCO** Direction Générale pour la Coopération internationale et développement
- GMFL** Groupe mélanésien Fer de lance
- JED** Journées européennes du développement
- OECD** Organisation des États des Caraïbes orientales
- OIF** Organisation internationale de la Francophonie
- OMC** Organisation mondiale du commerce
- OMD** Organisation mondiale des douanes
- OTC** Obstacles techniques au commerce
- PACPS** États ACP du Pacifique
- PIFs** Secrétariat du Forum des îles du Pacifique
- PME** Petite et moyenne entreprise
- PTCI** Partenariat transatlantique pour le commerce et les investissements
- PTP** Partenariat transpacifique
- RCEP** Partenariat économique régional global
- SPS** Mesures sanitaires et phytosanitaires
- UE** Union européenne
- UEMOA** Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
- UGP** Unité de gestion de programme
- ZLE** Zone de libre échange
- ZLET** Zone de libre-échange tripartite

## Prochains Evénements



MAI/JUIN

**OMC - Comité de l'accès aux marchés**  
Genève, 02 Mai

**Journées Européennes du Développement**  
Bruxelles, 07-08 Juin

**OMC - Council for Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights**  
Bruxelles, 13 Juin

**DG TRADE**  
**International forum on women and trade**  
Bruxelles, 20 Juin

BUILDING ACP TRADE CAPACITY  
RENFORCER LES CAPACITÉS COMMERCIALES DES ACP

Avenue de Tervuren 36, bt. 35  
1040 Bruxelles - Belgique

☎ 0032 (0)2 739 00 60

✉ contact@tradecom-acpeu.org

🌐 www.tradecom-acpeu.org

Suivez-nous sur twitter:

 @Tradecom\_2

 @Tender\_Tradecom



Programme financé par l'Union Européenne



à la demande du Groupe ACP



Mis en œuvre par AESA CONSORTIUM

